



**Extrait de registre aux procès-verbaux des  
délibérations du Conseil d'Administration**

-----  
**Uittreksel uit het notulenboek van de  
Raad van Bestuur**  
-----

28 mai  
2020  
mei

**Présents – Aanwezig** : - Administrateurs-Bestuurders: M/Dhr PETERS

Mmes/Mevn GERLICA  
MENGAL  
MUTYEBELE

- Secrétaire-Secretaris: M/Dhr LAMBERT

- Observateurs du Conseil communal  
Waarnemers van de Gemeenteraad: MM/HH BEN ABDELMOUMEN  
HULSBOSCH  
MOHAMMAD

Mmes/Mevn MOUSSAOUI  
VIVIER

**Excusé – Verontschuldigd**: MM/HH JOLIBOIS  
MAIMOUNI

**Concerne** Règlement organique - modification

**Betreft** Organiek reglement - wijziging

## **Le Conseil,**

Vu la loi du 30 avril 1848 réorganisant les Monts-de-Piété ;

Vu la nécessité de modifier le règlement organique adopté par le Conseil communal le 27 juin 2016 pour y inclure les décisions prises dans le cadre du plan stratégique législature ;

Vu le monitoring de l'activité témoignant d'une réduction du nombre de déposants consécutif au vieillissement de notre clientèle et de son renouvellement insuffisant par une population plus jeune ;

Vu la nécessité de réaliser différentes réformes afin de mieux connaître et de mieux répondre aux attentes de la population ;

Vu sa décision du 05 septembre 2018 d'avaliser la démarche d'élaboration d'un plan stratégique couvrant la prochaine législature communale en associant le personnel à la réflexion entourant son élaboration tout en maintenant le pôle décisionnel au sein du Conseil d'Administration ;

Vu la nécessité renforcée par la crise actuelle, de développer la gestion à distance des procédures financières

- en optimisant les avis d'échéance transmis aux clients en étendant les modalités de contact aux mails et aux SMS
- en intensifiant la possibilité d'effectuer des paiements en ligne
- en promouvant le renvoi des gages dégagés financièrement via envoi contre-valeur assurée ;

Attendu dans ce contexte qu'il y a lieu de diversifier, d'alléger et de fluidifier la communication avec les clients et d'adapter les frais y relatif pour correspondre davantage à la charge de travail et aux frais réels exposés par l'institution à raison de 1€ pour les opérations réalisées par mail ou sms, 4€ pour les courriers et 15€ pour les envois recommandés ;

Attendu que l'administration a travaillé sur cet axe de travail avalisé par le CA et qu'un logiciel adapté a été développé incluant cette possibilité pour les clients de déterminer eux-mêmes leurs préférences en termes de contact avec le Mont-de-Piété ;

Vu que la démarche a été totalement préparée dans un processus conforme aux exigences du RGPD ;

Vu la décision du Conseil d'Administration appuyé par le Conseil communal d'afficher de manière plus explicite, notamment à destination des populations plus jeunes, la nature du service proposé par le Mont-de-Piété ;

Vu la volonté de ne pas renoncer à la confiance qu'inspire la stabilité et l'histoire du Mont-de-Piété ;

Vu la décision prise par le Conseil communal du 13 janvier 2020 de nommer dorénavant l'institution

**Mont-de-Piété de la Ville de Bruxelles**

*Caisse Publique de Prêt*

**Berg van Barmhartigheid van de Stad Brussel**

*Openbare Kas van Lening*

Attendu que l'accès au crédit pour les entreprises connaissant des problèmes de trésorerie est dans certains cas fortement ébranlé et que le contexte actuel renforce ce problème ;

Attendu que dans le cadre du BECI, la Région de Bruxelles-Capitale soutient le Centre d'aide aux entreprises qui a attiré l'attention du Mont-de-Piété sur cette situation ;

Attendu que la problématique des attentats et la réforme de la mobilité dans le Pentagone ont révélé que de nombreux commerces porteurs de projets prometteurs sombraient en raison de problème de trésorerie ;

Attendu que nombre de ces commerces dispose d'un stock payé au fournisseur mais qui ne peut être vendu immédiatement ;

Attendu que ce stock, s'il remplit les conditions pour être gagé (capacité d'être expertisé, possibilité de stockage dans des conditions satisfaisantes, valeur constante dans le temps), pourrait garantir un prêt au sein de l'institution ;

Attendu qu'outre le BECI et le Mont-de-Piété, l'Echevinat du Commerce et de l'Economie est partenaire et soutient activement l'intention d'ouvrir le prêt sur gage aux personnes morales ;

Attendu que le prêt qui serait octroyé dans ce cadre doit être réservé à des activités disposant de réelles perspectives, imposant que les entreprises retenues aient été au préalable screenées par le Centre d'Aide aux entreprises dont c'est le métier ;

Attendu qu'il convient entre autres de vérifier que les objets gagés ne cautionnent pas d'autres engagements de l'entreprise ;

Vu que le projet implique que les objets gagés puissent être rendus disponibles à la vente aisément impliquant que le Mont-de-Piété adapte son organisation pour être plus flexible ;

Vu que la mise en œuvre de ce projet implique une modification du cadre réglementaire du Mont-de-Piété ;

Attendu que le Mont-de-Piété ne pourra continuer à octroyer des micro-crédits (le Mont-de-Piété accorde des prêts à partir de 30€ et le prêt moyen pour 2019 est de 513€) que dans la mesure où il peut mutualiser les coûts également sur des opérations plus importantes ;

Attendu que ces opérations ne peuvent être envisagées que si les taux pratiqués pour ces prêts sont adaptés aux coûts réellement exposés par le Mont-de-Piété et qu'il convient donc de laisser au Conseil d'Administration la faculté de réduire le taux de chargement sur la partie des prêts excédant 2.000€ ;

Vu que cette stratégie a été poursuivie par le Crédit Municipal de Paris conduisant à ce que le prêt moyen se monte à plus de 1.100€ ;

Attendu que les propriétaires des gages peuvent en reprendre possession ou prolonger leur prêt jusqu'au moment de l'adjudication mais que ces retraits de lots nuisent à la crédibilité des ventes car des acheteurs ne se déplacent pour rien et peuvent avoir le sentiment d'être bernés par des produits d'appel qui n'existeraient pas ;

Vu que cette perte de crédibilité peut entraîner une perte de clientèle et par le fait même une baisse de la concurrence et donc des prix impactant les bonis de vente (différence entre le prix de vente et la dette du client) qui reviennent à l'emprunteur et les produits de vente pour le Mont-de-Piété ;

Attendu que pour freiner ces mouvements les emprunteurs qui usent de cette faculté doivent s'acquitter d'une pénalité importante

- 10 % de la valeur estimée du lot à compter de l'enrôlement jusqu'à la production du catalogue
- 20 % de la valeur estimée du lot à compter de la production du catalogue jusqu'à la vente du lot (frais de publicité) ;

Vu que la pénalité censée dissuader les emprunteurs de se manifester une fois la vente initialisée ne constitue pas un frein réel ;

Attendu que le Conseil en date du 19 juillet 2019 a jugé préférable d'expliquer aux acheteurs pourquoi des lots sont retirés de la vente et de supprimer les frais de publicité ;

Attendu que le Mont-de-Piété ne pourra continuer à octroyer des micro-crédits (le Mont-de-Piété accorde des prêts à partir de 30€ et le prêt moyen pour 2019 est de 513€) que dans la mesure où il peut compenser les pertes liées à ces opérations par des ventes significatives ;

Attendu que dans le contexte particulier des salles de vente, d'autres acteurs réduisent les frais de vente pour les objets de plus grande valeur, privant le Mont-de-Piété de cette ressource ;

Vu qu'il convient donc de laisser au Conseil d'Administration la faculté de réduire les frais « vendeurs » comptabilisés sur la tranche du prix d'adjudication excédant 2.000€ ;

Attendu que les déposants regrettent le faible montant des prêts en regard de la valeur des objets ;

Attendu que l'importance des bonis qui représentent 48,45% du prix d'adjudication confirme la possibilité d'augmenter les montants prêtés singulièrement pour les bijoux et objets en or sans prendre le risque de générer un accroissement des déficits de vente ;

Vu la décision du 19 juillet 2019 de permettre aux appréciateurs d'accorder des prêts à concurrence de maximum 70% de la valeur estimée en vente publique ;

Attendu que par ailleurs il est décidé de rendre conforme les réunions des organes de gestion par visio-conférence ;

#### **décide**

- d'avaliser cette proposition de modification du règlement organique de l'institution.
  - de charger la direction de la transmettre au Conseil communal pour décision.
-

## **De Raad,**

Gelet op de wet van 30 april houdende weder inrichting van de Bergen van Barmhartigheid;

Gezien de noodzaak om het organiek reglement aangenomen door de Gemeenteraad van 27 juni 2016 te wijzigen om er de beslissingen genomen in het kader van het wetgevend strategisch plan toe te voegen;

Gezien de monitoring van de activiteit die getuigt over een vermindering van het aantal neerleggers ten gevolge van de veroudering van onze klanten en de onvoldoende vernieuwing door een jongere bevolking;

Gezien de noodzaak om verschillende hervormingen uit te voeren om beter de verwachtingen van de bevolking te kennen en ze beter te beantwoorden;

Gezien zijn beslissing van 05 september 2018 om de aanpak van uitwerking van een strategisch plan dat de volgende gemeentelijke legislatuur dekt door het personeel te doen delen in de reflectie rond zijn uitwerking met behoud van de beslissingskern binnen de Raad van Bestuur goed te keuren;

Gezien de noodzaak versterkt door de huidige crisis om het beheer op afstand van de financiële procedures te ontwikkelen

- door de berichten van vervaldata naar de klanten te optimaliseren door de contactmethoden uit te breiden naar e-mail en SMS
- door de mogelijkheid om online betalingen uit te voeren te vergroten
- door de terugzending van financieel ingeloste panden te bevorderen via tegen verzekerde waarde zending;

Overwegend dat het in dit verband noodzakelijk is de communicatie naar de klanten toe te diversifiëren, te verlichten en te versoepelen en de daaraan verbonden kosten aan te passen om beter af te stemmen op de werklast en de werkelijke kosten waaraan de instelling is blootgesteld op basis van 1€ voor de verrichtingen per e-mail of sms, 4€ voor brieven en 15€ voor aangetekende zendingen;

Overwegend dat de administratie heeft gewerkt aan deze werklijn goedgekeurd door de RvB en dat een aangepaste software werd ontwikkeld waarin deze mogelijkheid voor de klanten om zelf hun voorkeur te bepalen inzake contact met de Berg van Barmhartigheid werd ingevoegd;

Gezien de aanpak volledig werd voorbereid in een proces conform aan de eisen van de GDPR;

Gezien de beslissing van de Raad van Bestuur gesteund door de Gemeenteraad om op zo duidelijk mogelijke manier, namelijk ter bestemming van de jongere bevolking, de aard van de door de Berg van Barmhartigheid aangeboden dienst, aan te kondigen;

Gezien de wil om het vertrouwen niet op te geven dat de stabiliteit en de geschiedenis van de Berg van Barmhartigheid inspireert;

Gezien de beslissing genomen door de Gemeenteraad van 13 januari 2020 om de instelling voortaan te noemen

## **Berg van Barmhartigheid van de Stad Brussel**

### *Openbare Kas van Lening*

Gezien de toegang tot krediet voor bedrijven die met cashflowproblemen kampen in sommige gevallen ernstig wordt ondermijnd en dat de huidige context dit probleem versterkt;

Gezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van BECI het Centrum voor Ondernemingen in moeilijkheden steunt, dat de aandacht van de Berg van Barmhartigheid op deze situatie vestigde;

Gezien uit de problematiek van de aanslagen en de hervorming van de mobiliteit in het Pentagon is gebleken dat veel handelszaken met veelbelovende projecten ten onder gingen als gevolg van cashflowproblemen;

Gezien veel van deze zaken over een voorraad betaald aan de leverancier beschikken maar dat die niet onmiddellijk kan verkocht worden;

Gezien deze voorraad, indien hij voldoet aan de voorwaarden om verpand te worden (capaciteit om geschat te worden, mogelijkheid van opslag onder bevredigende voorwaarde, constante waarde in de tijd), een lening binnen de instelling zou kunnen garanderen;

Gezien behalve BECI en de Berg van Barmhartigheid de Schepen van Handel en Economie partner is en de intentie om de pandlening open te stellen voor rechtspersonen actief steunt;

Gezien de lening die in dit kader zou worden toegekend, moet worden gereserveerd voor activiteiten met reële vooruitzichten, op voorwaarde dat de weerhouden bedrijven vooraf werden gescreend door het Centrum voor Ondernemingen in moeilijkheden wat hun taak is;

Gezien onder andere moet worden nagegaan dat de verpande voorwerpen geen andere verplichtingen dekken van het bedrijf;

Gezien het project impliceert dat de verpande voorwerpen gemakkelijk terug ter beschikking van de verkoop moeten kunnen worden gegeven wat voor de Berg van Barmhartigheid betekent om zijn organisatie aan te passen om flexibeler te zijn;

Gezien de uitvoering van dit project een wijziging inhoudt van het reglementaire kader van de Berg van Barmhartigheid;

Gezien de Berg van Barmhartigheid enkel microkredieten kan blijven verstrekken (de Berg van Barmhartigheid verstrekt leningen vanaf 30€ en de gemiddelde lening voor 2019 is 513€) voor zover hij de kosten eveneens over belangrijkere verrichtingen kan verdelen;

Overwegend dat deze verrichtingen enkel kunnen overwogen worden als de tarieven toegepast voor deze leningen aangepast worden aan de werkelijk door de Berg van Barmhartigheid gemaakte kosten en dat het daarom raadzaam is om aan de Raad van Bestuur de mogelijkheid te laten om het lasttarief te verlagen op het deel van de leningen boven de 2.000€;

Gezien deze strategie werd gevolgd door het « Crédit Municipal de Paris » resulterend in een gemiddelde lening van meer dan 1.100€;

Gezien de eigenaars van de panden hun lening kunnen terugnemen of verlengen tot het moment van de toewijzing maar dat deze terugtrekkingen van loten de geloofwaardigheid van de verkopen schaden daar de kopers zich voor niets verplaatsen en het gevoel kunnen hebben dat ze voor de gek werden gehouden door producten op te roepen die niet zouden bestaan;

Gezien dit verlies aan geloofwaardigheid kan leiden tot een verlies aan klanten en daardoor zelfs tot een daling van de concurrentie en dus van prijzen die de verloopbonussen beïnvloeden (verschik tussen de verkoopprijs en de schuld van de klant) die toekomen aan de ontleners en de verkoopproducten voor de Berg van Barmhartigheid;

Overwegend om deze bewegingen af te remmen de ontleners die deze faculteit gebruiken een aanzienlijke boete moeten betalen

- 10 % van de geschatte waarde van het lot te rekenen vanaf de op de rol plaatsing tot aan de productie van de catalogus
- 20 % van de geschatte waarde van het lot te rekenen vanaf de productie van de catalogus tot aan de verkoop van het lot (publiciteitskosten);

Gezien de penaliteit bedoeld om de ontleners ervan af te brengen zich te manifesteren eens de verkoop ingeleid is geen echt obstakel vormt;

Gezien de Raad van 19 juli 2019 het wenselijk achtte aan kopers uit te leggen waarom loten uit de verkoop werden genomen en de publiciteitskosten af te schaffen;

Gezien de Berg van Barmhartigheid enkel microkredieten kan blijven verstrekken (de Berg van Barmhartigheid verstrekt leningen vanaf 30€ en de gemiddelde lening voor 2019 is 513€) voor zover hij de verliezen gelinkt aan deze verrichtingen kan opvangen door aanzienlijke verkopen;

Gezien in de bijzondere context van verkoopzalen andere actoren hun verkoopkosten voor voorwerpen met een hogere waarde verlagen waardoor de Berg van Barmhartigheid deze middelen ontloopt;

Gezien het dus passend is om het aan de Raad van Bestuur over te laten om de kosten « verkopers » aangerekend op de schijf van de toewijzingsprijs van meer dan 2.000€ te verlagen;

Gezien de neerleggers het lage bedrag van de leningen in vergelijking met de waarde van de voorwerpen betreuren;

Gezien dat het belang van de bonussen die 48,45% van de toewijzingsprijs vertegenwoordigen de mogelijkheid bevestigt om de geleende bedragen vooral voor juwelen en voorwerpen in goud te verhogen zonder het risico te lopen dat de verkooptekorten toenemen;

Gezien de beslissing van 19 juli 2019 om de deskundigen toe te laten leningen toe te kennen tot maximum 70% van de waarde geschat in openbare verkoop;

Gezien er ook besloten is de vergaderingen van de beheersorganen per videoconferentie conform te maken;

#### **beslist**

- dit voorstel van wijziging van het organiek reglement van de instelling goed te keuren
- de directie te belasten met de overdracht aan de Gemeenteraad voor beslissing.

AINSI DELIBERE EN SEANCE DU 28 MAI 2020

ALDUS BESLOTEN IN ZITTING VAN 28 MEI 2020

Pour le Conseil d'Administration.

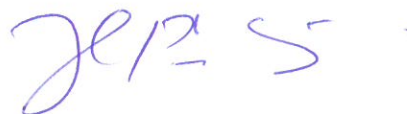
Voor de Raad van Bestuur.

Le Secrétaire,  
De Secretaris,



E. LAMBERT

Le Président,  
De Voorzitter,



J-L. PETERS